FORMULAIRE D'ACCORD AMIABLE

Article 51, paragraphe 2, point d), du règlement (CE) n° 4/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires¹

1. DEMANDEUR/PERSONNE POUR QUI DES ALIMENTS SONT DEMANDÉS OU DUS²:

1.1. Nom et prénom(s): _____

1.2. Date (jj/mm/aaaa) et lieu de naissance: _____

1.3. Numéro d'identité ou de sécurité sociale: _____

1.4. Adresse:

1.4.1. Rue et numéro/boîte postale: _____

1.4.2. Localité et code postal: _____

1.4.3. Pays: _____

1.5. Téléphone: _____

1.6. Courriel:

2. PERSONNE REPRÉSENTANT/DÉFENDANT LES INTÉRÊTS DE LA PERSONNE IDENTIFIÉE AU POINT 1 (le cas échéant):

2.1. Nom et prénom(s): _____

2.2. Date (jj/mm/aaaa) et lieu de naissance: _____

2.3. Numéro d'identité ou de sécurité sociale: _____

2.4. Adresse:

2.4.1. Rue et numéro/boîte postale: _____

2.4.2. Localité et code postal: _____

2.4.3. Pays: _____

2.5. Téléphone: _____

2.6. Courriel:

¹JO L 7 du 10.1.2009, p. 1

² Un accord distinct doit être établi pour chaque demandeur/personne pour qui des aliments sont demandés.

3. DÉBITEUR:

3.1. Nom et prénom(s): _____

3.2. Date (jj/mm/aaaa) et lieu de naissance: _____

3.3. Numéro d'identité ou de sécurité sociale: _____

3.4. Adresse:

3.4.1. Rue et numéro/boîte postale: _____

3.4.2. Localité et code postal: _____

3.4.3. Pays: _____

3.5. Téléphone: _____

3.6. Courriel:

4. OBLIGATION ALIMENTAIRE ÉTABLIE

par

une décision de justice rendue par (nom de la juridiction)

une transaction judiciaire homologuée par (nom de la juridiction)

un acte authentique dressé, conclu ou authentifié formellement par (nom de l'autorité compétente) _____

le (jj/mm/aaaa) _____

portant le numéro de référence

le débiteur doit payer des aliments pour le demandeur/la personne pour qui des aliments sont demandés (point 1) à hauteur de

euros (EUR) levs (BGN) couronnes tchèques (CZK)

couronnes danoises (DKK)

kunas (HRK) forints (HUF) zlotys (PLN) leus roumains (RON)

couronnes suédoises (SEK) autre (veuillez préciser le code ISO):

en une seule fois par mois par an autre:

à compter du (jj/mm/aaaa) _____

jusqu'au (jj/mm/aaaa) _____ autre:

5. ARRÉRAGES D'ALIMENTS

Le débiteur reconnaît expressément l'accumulation des arrérages d'aliments à hauteur de

euros (EUR) levs (BGN) couronnes tchèques (CZK)

couronnes danoises (DKK)

kunas (HRK) forints (HUF) zlotys (PLN) leus roumains (RON)

couronnes suédoises (SEK) autre (veuillez préciser le code ISO):

du (dd/mm/yyyy) _____ au (dd/mm/yyyy) _____

L'obligation susmentionnée est acceptée par le demandeur.

6. PLAN DE PAIEMENT

Le débiteur s'engage à payer volontairement au demandeur

les obligations alimentaires futures (point 4) les arrérages d'aliments (point 5)

de la manière suivante:

arrérages d'aliments (point 5) payés intégralement en une seule fois au plus tard le (jj/mm/aaaa) _____ suivis de paiements réguliers et dans les délais conformément à l'obligation alimentaire établie (point 4)

- paiements mensuels d'un montant de _____ à compter de (jj/mm/aaaa) _____ jusqu'à ce que l'obligation soit payée intégralement
- paiements bimensuels d'un montant de _____ à compter de (jj/mm/aaaa) _____ jusqu'à ce que l'obligation soit payée intégralement
- paiements hebdomadaires d'un montant de _____ à compter de (jj/mm/aaaa) _____ jusqu'à ce que l'obligation soit payée intégralement
- autre: _____

7. INFORMATIONS SUR LE PAIEMENT

7.1. Nom de la banque: _____

7.2. BIC ou autre code bancaire pertinent: _____

7.3. Titulaire du compte: _____

7.4. Numéro de compte bancaire international (IBAN): _____

8. AUTORITÉS CENTRALES FACILITANT L'ACCORD

8.1. Autorité centrale requérante

8.1.1. Nom de l'Autorité centrale requérante: _____

8.1.2. Numéro de référence de l'autorité centrale requérante: _____

8.2. Autorité centrale requise

8.2.1. Nom de l'Autorité centrale requise: _____

8.2.2. Numéro de référence de l'autorité centrale requise: _____

9. INFORMATION AUX PARTIES

Après le premier paiement, le débiteur transmet à son autorité centrale (requis) la preuve du paiement, qui est transmise au demandeur par l'intermédiaire de l'autorité centrale requérante.

L'accord amiable est considéré comme valide et effectif lorsqu'il a été signé par les deux parties et que la preuve du premier paiement a été reçue par l'autorité centrale requise.

Si le débiteur ne remplit pas les obligations contractées en vertu de cet accord amiable, le demandeur en informe l'autorité centrale requérante, qui entame/poursuit la procédure d'exécution dans l'État membre requis.

La signature du présent accord n'a aucun effet sur la décision de justice/la transaction judiciaire/l'acte authentique établissant l'obligation alimentaire ou sur les droits du ou des demandeurs, débiteurs ou personnes pour qui des aliments sont demandés ou dus.

L'effet du présent accord sur le délai de prescription, s'il y en a un, doit être déterminé par le droit national applicable.

Signature du demandeur et date (jj/mm/aaaa): _____

Signature du débiteur et date (jj/mm/aaaa): _____